Numérisation CERMTRI

N°345 — Du 10 Décembre au 23 décembre 1954

"PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS"

BI-MENSUEL - 20 FRANCS

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DEFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-46

ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR.
C.C.P. Sté de Presse, d'Edition et de Librairie, 603201 Paris

LA FAILLITE du « Front des bons Français »

par **G. Bloch**

« BON Français » après « bon Français », de Gaulle après Mendès-France se prononce pour les accords de Londres et de Paris. Herriot et Daladier gardent de Conrart le silence prudent. L'opération de retardement tentée à Moscou ne fait d'illusion à personne. Le réarmement de l'Allemagne sera voté. Le « Front des bons Français » a fait faillite.

C'est que ces « bons Français » sont d'abord de « bons bourgeois », solidaires de leur classe, solidaires de la politique contre-révolutionnaire de la bourgeoisie américaine. C'est aussi que tous ces bons Français savent que l'économie de la France capitaliste ne peut se passer des dollars américains.

Mendès-France « nous a trahis » ? Il a « capitulé devant » ? Non, Mendès-France a toujours été, il est, il sera toujours un ennemi des travailleurs ; il a toujours été, il est resté, et il restera fidèle à sa classe, à sa carrière de serviteur du capital, même si les votes des députés communistes et socialistes l'ont soutenu, comme autrefois ils avaient soutenu de Gaulle.

Ceux qui nous ont trahi, qui ont trahi les travailleurs et desservi la cause de la lutte contre la guerre, ce sont les protagonistes du « Front des bons Français », du Front avec l'ennemi de classe. Mendès-France, lui, a bien mérité de la bourgeoisie française, en obtenant pour elle des conditions du réarmement allemand moins désastreuses que la CED ; il a bien mérité de la bourgeoisie mondiale, en contribuant à ressouder son unité. Une fois le réarmement allemand mis en marche, et la position dominante de son plus sûr allié, l'impérialisme allemand, consacrée dans l'Europe capitaliste, l'impérialisme américain qui, pour de multiples raisons hésite à se lancer immédiatement dans la guerre, pourra envisager de négocier avec le Kremlin, à partir d'une de ces « positions de force » chères à Dulles-Eisenhower, la « coexistence armée ».

Pour se préparer à ces négociations, le Kremlin cherche à consolider son propre bloc de puissances. C'est l'objectif de la Conférence de Moscou. Il s'agit en même temps de justifier, par les nécessités du réarmement le bas niveau de vie en URSS et en Europe orientale alors que la crise de l'agriculture ne permettra pas de tenir les multiples promesses sur l'augmentation massive du niveau de vie en deux ou trois ans.

« La lutte contre la guerre sans action révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère », écrivait Lénine en 1915. Le déluge de « phrases creuses et mensongères » dont nous ont abreuvé les partisans du « Front des bons Français » a fait le jeu des impérialistes.

« La lutte pour les revendications, c'est aussi la lutte pour la paix », a déclaré Frachon au congrès des Métaux. Oui, mais pour mener avec succès la lutte pour les revendications, il faut réaliser le Front Unique de classe des travailleurs, et non le Front avec les patrons « patriotes ». Il faut mener la lutte contre le gouvernement bourgeois, et non le soutenir.

La lutte contre les accords de Londres, la lutte contre les plans impérialistes de guerre, c'est la lutte, coude à coude avec les travailleurs allemands, pour l'unité d'une Allemagne socialiste ; c'est la lutte, non pour l'utopie réactionnaire de « l'indépendance nationale » d'une France capitaliste, mais pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

PAS DE NOUVELLE "EXPERIENCE" EN REGIME CAPITALISTE
PREPARATION UNITAIRE DE LA GREVE GENERALE

PROGRAMME DU GOUVERNEMENT OUVRIER !

LE vote de l'Assemblée Nationale sur l'affaire des fuites indique l'affaiblissement parlementaire de Mendès-France. La succession n'est pas encore ouverte, mais chacun s'y prépare. M. René Mayer semble être le chef d'orchestre peu clandestin. Au delà des combinaisons parlementaires, quelles sont les raisons de l'affaiblissement du gouvernement Mendès-France? « La Vie Française » du 11 novembre l'expliquait très clairement.

« Il faut le dire tout net, à moins d'un miracle l'expérience Mendès-France est terminée. Il importe peu de connaitre le jour où le gouvernement sera renversé officiellement... L'essentiel est là : l'élan est brisé, le style cassé, l'homme ramené du rang des divinités immortelles et infaillibles à celui de Président du Conseil modèle courant de la IVe République. »

CHUTE D'UNE IDOLE

Dans sa cruauté cette définition de l'expérience Mendès-France et de sa fin (« l'homme est ramené du rang des divinités immortelles et infaillibles, à celui de Président du Conseil modèle courant de la IVe République ») est fort juste.

Ce qui « fit » l'expérience Mendès-France, ce n'est rien d'autre que la réputation d'homme sortant de l'ordinaire faite à Mendès-France par les dirigeants des organisations ouvrières.

Mais cette réputation s'est brisée sur la dure réalité française, qui n'offre pas d'autre voie aux défenseurs des intérêts du grand capital, quels qu'ils soient, que l'exploitation constamment renforcée des peuples coloniaux et des travailleurs français, la dépendance politique à l'égard de l'impérialisme américain. Le NON des trotskystes à Mendès-France s'inspirait de cette appréciation.

Avant de faire disparaître ce gouvernement, la grande bourgeoisie entend faire rendre à l'équipe Mendès le maximum. Le bilan de ces deux dernières semaines et ce qui est prévu dans les jours à venir est éloquent :

UN BILAN ACCABLANT

— Développement de la répression en Algérie et au Maroc.

— Vote de la réforme constitutionnelle, qui rétablit presque intégralement les pouvoirs de l'ancien Sénat, redonne le pouvoir au gouvernement de mettre en vacances l'Assemblée Nationale au bout de sept mois de session, de déclarer en pratique l'état de siège, etc...

— En même temps qu'un emprunt est lancé qui donnera aux banques, aux assurances, de substantiels avantages fiscaux, le taux d'escompte de la Banque de France est ramené à 3 % : l'argent sera bon marché... pour les grosses sociétés capitalistes.

— Une loi de finances est déposée à l'Assemblée, qui permet une pénétration accrue du capital privé dans les sociétés nationalisées, en réduisant les investissements directs de l'Etat et en contraignant ces sociétés nationales à avoir recours de plus en plus au marché financier ; qui protège les monopoles en confirmant les dégrèvements « fiscaux et sociaux » aux exportations, et en protégeant le marché français par le maintien des taxes de transfert ; qui accroît les ressources de l'Etat à l'aide de ces taxes et en déplaçant l'assiette de la fiscalité sur le dos des petites entreprises (qui généralement n'exportent pas) et des travailleurs (impôts nouveaux sur l'alcool sous prétexte de

Stéphane JUST.

(Suite page 4.)

Les jeunes du contingent ne mourront pas *pour le communiqué*

DE Dijon, d'Arras, de Clermont-Ferrand et d'ailleurs, des troupes partent pour l'Algérie et, plus généralement, pour l'Afrique du Nord. Des troupes comprenant en majorité des jeunes du contingent.

Des jeunes du contingent qui vont prendre la place d'autres jeunes appelés engagés dans la bataille de l'Aurès depuis un mois. Ils remplaceront aussi ceux qui ont été tués aux premiers jours de la lutte armée des Algériens. Combien d'entre eux tomberont dans les combats ?

Pourquoi donc le gouvernement suit-il cette voie d'engagement du contingent dans la nouvelle sale guerre ?

Le gouvernement français dispose en AFN de troupes « d'élite » (CRS, Légion, goumiers, etc), en quantité suffisante pour poursuivre les opérations de l'Aurès. Si Mitterrand engage les soldats du contingent, mal équipés, souvent mal armés, toujours mal entraînés, c'est pour répondre à des préoccupations politiques.

De la sale guerre du Viet-Nam, les dirigeants de la bourgeoisie ont tiré quelques leçons. Ils ne veulent pas que la nouvelle sale guerre d'AFN apparaisse à l'ensemble de la population comme une campagne menée par des nervis ou des aventuriers sans contacts avec le pays.

Ce qu'ils espèrent en engageant le contingent c'est que la mort de jeunes appelés, engagés dans la répression contre les patriotes algériens dressera contre ceux-ci l'ensemble des troupes du contingent et même le pays tout entier. Le gouvernement veut que chaque jeune, engagé en AFN, ait un camarade « à venger ».

Pendant la première guerre mondiale, l'Etat-Major n'hésitait pas à sacrifier des milliers d'hommes pour soutenir la « réputation » de tel ou tel général. Les survivants appelaient ces victimes les « Morts pour le communiqué ». Aujourd'hui pour une autre raison — creuser un fossé de sang entre Algériens et jeunes Français — les dirigeants militaires sont prêts à sacrifier des jeunes « pour le communiqué » et la propagande. Dans les deux cas, cela s'appelle « mourir pour la France ».

UN ODIEUX CHANTAGE

Cette politique se complète par une campagne d'opinion. Depuis la fin de la guerre du Viet-Nam, dans les casernes chacun espère l'abrogation de la loi des 18 mois et le retour aux 15 mois. « Entièrement d'accord », disent maintenant les officiers. « Nous allons revenir aux 15 mois. Ce sont ces salopards d'Algériens qui nous empêchent le faire. Finissons-en vite avec eux et alors, nous repartirons de la réduction du temps de service ».

Le tour est joué. Pour les troupes du contingent les patriotes algériens deviennent les assassins de leurs camarades et les emm... qui obligent les bons officiers et dirigeants français à maintenir 18 mois de service. Cela prend auprès de

J. THIBAULT.

(Suite page 4.)

"Frères de lutte et d'espérance"

LE COMITE POUR LA LIBERATION DE MESSALI HADJ vient de publier le premier numéro de son bulletin de liaison.

Dans un article introductif, le Comité rappelle ses origines :

Le 3 octobre, des militants de toutes tendances syndicales, CGT, FO, CFTC, Autonomes, et des personnalités lançaient un appel pour la libération immédiate de Messali Hadj. Très vite, plus d'une centaine de militants responsables à divers échelons, s'associaient à leur action.

Le 15 octobre, un premier meeting rassemble Place Nationale à Billancourt, les travailleurs des usines Renault qui élèvent leur solennelle protestation contre l'aggravation des conditions de déportation du leader du Mouvement National Algérien Messali Hadj.

Puis il fait le bilan de l'activité inlassable déployée depuis le 3 octobre et plus encore depuis les événements du 1er novembre, et invite tous ceux qui ont répondu à son appel à préparer, pour le 16 janvier 1955 :

Assemblée Nationale des Comités pour la Libération de Messali et des victimes de la répression.

Au sommaire du même bulletin, des informations sur la répression en Algérie, et de très nombreuses lettres d'adhésion et d'encouragement reçues par le Comité et émanant de diverses personnalités et organisations. Nous relèverons seulement ce passage d'une lettre reçue d'un métallurgiste algérien, syndiqué CGT :

Fort heureusement et malgré la politique de M. Mendès-France, l'homme fort de la bourgeoisie, nous comptons des milliers et des milliers d'hommes qui comme vous et sans aucune arrière-pensée luttent contre l'injustice et la misère.

A travers le combat que nous allons désormais mener ensemble, je souhaite que notre comité comptera bientôt des milliers d'adhérents combattants. Et l'on peut dire que le magnifique esprit de solidarité de la classe ouvrière et du peuple de France n'est pas un hasard.

Les travailleurs de France se sont toujours et en toutes circonstances, montré nos frères de lutte et d'espérance. Combien avons nous raison de ne pas les confondre avec les capitalistes et les colonialistes français qui nous exploitent et qui nous oppriment ! Les travailleurs et le peuple algérien en général les remercient sincèrement.

Lire en page 2 :
L'UNITE contre la REPRESSION

AVEC MENDES et FRANCO
EN PLEINE CIVILISATION CHRETIENNE

COMME chacun sait, « nous » sommes représentés à Madrid par un ambassadeur. Fini, le temps de la rupture des relations diplomatiques et économiques avec le régime franquiste ! C'est maintenant la pleine euphorie.

Cet ambassadeur donc, M. Guy de la Tournelle, n'a pas mâché ses mots. Dans sa déclaration du 29 novembre à la presse franquiste, il a proclamé : « L'Espagne et la France sont toutes deux solidaires dans la défense de la civilisation chrétienne », précisant qu'à défaut de cette civilisation il n'y avait « pas de dignité dans la vie de l'homme ». Les directeurs de journaux franquistes — ces mouchards de police tous nommés par le gouvernement et quotidiennement responsables devant lui — se sont empressés de faire un sort à ces déclarations sur la « dignité ».

A peu près au même moment, une déclaration en tous points analogue était faite par le constructeur d'avion nazi Messerschmidt, au cours d'une cérémonie « émouvante » qui se déroulait à la nouvelle base aérienne américaine de Torrejon près de Madrid.

Le célèbre nazi, recevant la « Grand Croix du Mérite » franquiste, exalte la fraternité d'armes jamais démentie, depuis l'intervention des hitlériens de la **Légion Condor** dans la guerre d'Espagne jusqu'à l'intervention des franquistes de la **Division Azul** dans la guerre contre l'URSS. Les dépêches ne précisent pas si M. Guy de la Tournelle était présent à cette cérémonie.

DANS LE CONCERT DES NATIONS

Toujours est-il que les sourires à Franco, de la part de Mendès-France, se font de plus en plus aguichants. Un accord commercial vient d'être signé, dont la Chambre de Commerce franquiste se réjouit dans les termes suivants : « Les négociateurs espagnols ont obtenu un bon accord ». Plus important encore est le rapprochement politique et militaire qui s'opère graduellement. L'impérialisme américain prépare actuellement le terrain pour une intégration ouverte de l'Espagne franquiste dans le Pacte Atlantique. Le gouvernement fran-

R. GARRIVE.

(Suite page 3.)

NOUVELLE SAISIE de « LA VÉRITÉ »

Messieurs Mitterrand - Léonard s'obstinent. Pour la deuxième fois consécutive, LA VERITE a été saisie en Algérie.

La complète absence de liberté de la presse dans les « trois départements français » n'est pas un fait nouveau. La presse nationale, et tout particulièrement « L'Algérie Libre », en a fait l'expérience depuis qu'elle existe. Aujourd'hui, conséquence logique de la répression colonialiste qu'il était réservé au gouvernement Mendès-France de tirer, c'est la presse trotskyste de France qui se voit dénier toute liberté de diffusion en Algérie, sans l'ombre d'un motif ou d'un prétexte légal.

C'est à la Fédération de la Presse qu'il appartient de défendre, face au gouvernement, les plus élémentaires libertés de la presse encore une fois bafouées.

Et c'est à l'ensemble des travailleurs français qu'il appartient, si la presse est muselée, de faire sentir, PAR DES ACTES, sa solidarité avec le peuple algérien.

Procès en sorcellerie à Oudjda

ACTUELLEMENT se déroule à Oudjda un procès monté par l'administration contre 96 Marocains accusés d'avoir participé aux émeutes qui ensanglantèrent cette petite ville marocaine en août 1953.

96 hommes, assis au banc des accusés, portant chacun un numéro d'ordre, ont à répondre de crimes qu'ils auraient soi-disant commis.

Ils ne sont pas tous là, les accusés. Quatorze manquent à l'appel. Où sont ces absents ? Morts pendant l'interrogatoire pratiqué par les policiers. Me Jean-Charles Legrand évoque d'ailleurs leur absence en ces termes : « D'après ce que j'ai cru comprendre quatorze personnes détenues dans les locaux de la police seraient mortes. Je voudrais bien que cette question fût tirée au clair ». Ce à quoi le commissaire du gouvernement répond : « On a présenté les quatorze morts comme un épouvantail. De savoir qu'il y a eu des morts ne nous regarde pas. Je m'oppose à ce que l'on mette en doute la façon dont travaille la police ». Ainsi, pour ce commissaire du gouvernement, les accusés morts pendant leur interrogatoire ne le regardent pas, mais pour éviter que toute question indiscrète fut posée dans la suite des débats, il déclare, péremptoire : « Je m'oppose à ce que l'on mette en doute la façon dont travaille la police ».

En fait, ces 14 morts ne cesseront de planer sur les audiences successives et de « regarder » le commissaire du gouvernement quand, par exemple, un garde du pacha d'Oudjda vient déposer contre un accusé, le désignant comme l'assassin d'un légionnaire, citant son nom, son métier et fournissant d'abondantes détails sur les circonstances du crime. Vérification faite, l'homme ainsi accusé porte un autre nom, exerce une autre profession et se trouve incluse dans une autre affaire. A ce moment, le commissaire du gouvernement ne trouvera pas un mot pour s'opposer à cette déposition et inculper le « témoin » de faux-témoignage.

Dès la troisième audience, les 14 morts seront présents dans le débat comme le leit-motiv des déclarations des principaux accusés. Le silence franchira la fragile muraille de torchis du palais de Justice d'Oudjda, en dépit des gardes qui sont postés tout autour. Les détails viendront éclairer les méthodes policières gestapistes en vigueur dans toute l'Afrique du Nord. L'accusé numéro 13 (Snoussi Ahmed Ben Ahmed) dira : « J'étais avec les gens dont certains sont morts : avec les quatorze morts. Cela se passait le mardi qui a suivi les émeutes. On nous a mis quarante-cinq dans une cellule de 2 m 50 de long sur 1 m 50 de large, dont on a fermé la porte sur nous. Nous sommes restés enfermés de 14 heures de l'après-midi à 8 heures du matin. On nous a laissés sans boire et sans manger. Nous hurlions. On nous répondait : « Comme vous êtes vous mourrez ». Au matin quatorze de nos compagnons avaient cessé de vivre. Ils avaient succombé à l'asphixie et à la soif ». A cela, le commissaire du gouvernement répond : « Je m'oppose à ce que les accusés continuent de parler ».

C'est le jeu dans ce procès. « Accusés, taissez-vous », « Témoin, parlez ». Mais

DANIEL RENARD.

(Suite page 2.)

Numérisation CERMTRI

L'unité contre la répression

PAS D'EXCLUSIVE A L'UNITÉ

LE mardi 7 décembre 54, le Comité algérien d'Unité et d'Action contre la répression en Afrique du Nord convoquait l'ensemble des organisations syndicales et politiques des usines Renault (Billancourt) pour envisager les moyens à mettre en œuvre pour faire cesser les méthodes policières et sanglantes en vigueur dans ces pays.

Plusieurs personnalités avaient également été conviées à participer à cette réunion. Les camarades Lucente et Crevaux de la CFTC étaient présents. Le Parti Communiste Français et la CGT étaient également là.

Bien que non convoquées, les cellules du Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IVe Internationale) y avaient délégué un de leurs représentants.

Les staliniens profitèrent de la présence du délégué trotskyste pour soulever un incident. Un de ces incidents qui, au cours des années passées, ne manquèrent pas. En fait, il s'agit pour le Parti Communiste Français et la CGT d'utiliser le prétexte de la présence trotskyste pour se refuser à agir. Déjà, en 1952, au moment ou l'impérialisme français procédait aux ratissages du cap Bon, le PCF et la CGT avaient prétexté la présence du PCI pour refuser de s'associer à toute manifestation publique de protestation contre la répression colonialiste. Les cellules du PCI Renault avaient, à l'époque, fait la déclaration solennelle suivante : « Nous ne voulons laisser aucun prétexte au Parti Communiste et à la CGT pour ne pas agir. En conséquence, nous nous retirons. **Mais nous ne nous faisons aucune illusion, notre retrait ne les empêchera pas de ne rien faire ».** Les résultats ne se firent pas attendre. IL N'Y EUT AUCUNE ACTION.

Deux ans après le Parti Communiste Français et la CGT tentent la même opération.

Deux ans ont passé.

La situation de 1954 est bien différente de celle de 1952. En Afrique du Nord comme en France, les éléments d'avant-garde ont pu apprécier la valeur des interdits que jettent les staliniens contre telle ou telle organisation qui leur déplait et particulièrement l'organisation trotskyste. C'est pour cela que des camarades aussi bien Algériens que Français, et sans pour autant être d'accord avec la politique du PCI, repoussèrent les ultimatums d'où qu'ils puissent venir et affirmèrent que quiconque est pour la défense des droits démocratiques et la lutte contre la répression a le droit imprescriptible de combattre aux côtés de tous les autres militants ouvriers.

La position stalinienne eut toutefois l'inconvénient de surseoir à toute décision d'action et en particulier à la mise en application des 5 points suivants : la mise au vote d'une résolution — la rédaction d'un appel aux travailleurs — la tenue d'un meeting — l'envoi de délégations à l'Assemblée Nationale — la circulation de pétitions dans l'usine.

Ce qui n'empêcha pas le comité algérien de décider l'envoi d'une lettre aux camarades du PCI pour leur demander formellement leur position à l'égard du comité et leur éventuelle participation face aux interdits de certains.

Le voile de la calomnie et du mensonge se déchire. Comme le déclarait un camarade algérien : « Pourquoi interdire au PCI de participer à l'action que nous entreprenons alors qu'ils ont été parmi les premiers à lutter contre la répression et pour la libération de Messali Hadj ». Ce à quoi le responsable du PCF ne put que répondre : « J'ai mandat de ne rien signer avec les trotskystes ».

Contre ce mandat les militants communistes doivent mener la lutte. La défense des libertés démocratiques ne peut être le privilège de quelques-uns, elle est le droit de tous ceux qui s'affirment pour sa défense.

Des sections syndicales votent des résolutions contre la répression

à la R. A. T. P.

(" administratifs et maîtrise ")

La résolution suivante a été votée à l'unanimité au cours de l'Assemblée statutaire annuelle du syndicat CGT (catégorie « administratifs et maîtrise ») de la RATP (27 novembre 54) :

« *A peine la guerre d'Indochine est-elle terminée qu'une nouvelle guerre coloniale commence en Afrique du Nord...*

...Pour tenter de mater ce soulèvement des peuples d'Afrique du Nord qui luttent pour briser leurs chaînes, le même gouvernement, qui refuse de nous donner une augmentation de salaire, envoie nos jeunes camarades du contingent se faire tuer pour les colonialistes.

Le syndicat « maîtrise et administratifs » CGT de la RATP s'élève avec force contre cette nouvelle guerre d'Indochine et réclame :

1°) L'arrêt immédiat des opérations militaires ;

2°) Le retour immédiat du contingent en France ;

3°) La libération sans condition de tous les emprisonnés et déportés pour leurs actions contre le colonialisme (Messali Hadj, Bourghiba, Ben Youssef);

4°) La levée du décret dissolvant le MTLD ;

5°) La liberté pour les peuples d'Afrique du Nord à disposer d'eux-mêmes.

à l'A. O. I. P.

Réunis le vendredi 26 novembre 1954, sous l'égide du Comité de Libération de Messali Hadj de l'AOIP, les sections syndicales CGT et CNT ont approuvé la résolution suivante :

Le Comité de libération de Messali Hadj, les sections syndicales CGT et CNT de l'AOIP dénoncent la dissolution illégale et arbitraire du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD), la mise arbitraire sous mandat de dépôt des responsables et militants de cette organisation.

— Réclament le rapport du décret de dissolution et la libération immédiate des détenus.

— Dénoncent les saisies des journaux anti-colonialistes, la mise sous séquestre de leurs biens, les perquisitions de locaux, les procédés utilisés afin d'extorquer les aveux.

— Protestent contre la proclamation de l'état de siège qui supprime brutalement la liberté relative dont jouissait la population et qui a déjà fait parmi elle de nombreuses victimes...

— Réclament la fin de l'état de siège, la cessation des bombardements, le retrait des forces de répression.

Le Comité national pour la libération de MESSALI HADJ

vient d'éditer :

MEMOIRE sur le cas de MESSALI HADJ

demandez cette brochure en indiquant le nombre d'exemplaires que vous désirez à M. Boisselier, 87 bis, avenue du Général-Leclerc, Paris 14e.

LE PROCÈS D'OUDJDA

(Suite de la première page)

tous les témoignages sont faux, ou incapables de soutenir une accusation sérieuse. L'un des témoins : « On me les (les soi-disant agresseurs) a déjà présentés TROIS fois, mais je n'ai jamais pu les reconnaître ». Le commissaire du gouvernement aimerait bien que ces témoins ouvrent la bouche, parlent, accusent, précisent. En vain. Les témoins mentent, comme ce garde du pacha, ou se taisent. 14 accusés en moins, c'était une bonne affaire. Les morts ne parlent pas.

Quant à ceux qui se taisent, il n'y a pas seulement les misérables qu'on a poussés dans le prétoire pour ne pas dire la vérité, il y a les journalistes à gages qui ont tenté de présenter le fils du sultan comme l'instigateur des émeutes d'Oudjda. « L'Aurore », journal de Boussac, est à la base de cette provocation par l'affirmation que trois télégrammes (dont deux émanant de Moulay Hassan, fils du sultan) seraient à l'origine des émeutes d'Oudjda. Interrogé à Paris, le journaliste de « L'Aurore » a refusé de révéler ses sources d'information, indiquant seulement qu'elles touchaient de près la Résidence. Menant l'enquête un peu plus loin, il s'est avéré impossible de trouver trace de ces soi-disants télégrammes et le tribunal a été contraint de reconnaître « l'information de « L'Aurore » dénuée de tout fondement ». Mais du même coup, l'imposture de la déposition de Ben Youssef au profit de Ben Arafa apparaît comme le jour.

En produisant de faux témoins, en empêchant la révélation des méthodes policières et en interdisant aux accusés de parler, la « justice » veut trouver des boucs émissaires et perpétuer son régime de terreur à travers tout le Maroc.

Mais en voulant trop prouver, la Justice se fait justice. En dépit des tribunaux, des jugements, des violences et des tortures, la parole reste au peuple marocain en lutte contre l'impérialisme.

Meeting au Quartier Latin

Jeudi 9 décembre à 20 heures 30 à la Mutualité.

Le Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression s'adressera aux étudiants.

Cette manifestation a reçu l'appui de **JEAN CASSOU, YVES DECHEZELLES, LOUIS MASSIGNON, LAURENT SCHWARTZ.**

ASSEMBLÉE A PARIS Sous le signe de l'unité

LE 1er décembre, 200 personnes environ se pressaient à une réunion d'information convoquée par le Comité pour l'Amnistie aux Condamnés d'Outre-Mer, les CDSE et le Comité pour la Libération de Messali Hadj. Sous la présidence de Louis Massignon, des témoignages directs et vivants sur la répression en cours en Algérie furent apportés, en particulier par G. Montaron, rédacteur en chef de « Témoignage Chrétien », Me Renée Stibbe, qui évoqua les tortures subies par Moulay Merbah et les autres militants MTLD emprisonnés et Yves Dechézelles, particulièrement applaudi.

Le camarade Garrive, au nom du PCI, tout en réaffirmant les positions de principe de notre Parti face au problème algérien, souligna les larges possibilités d'union qui rendent actuellement possible de paralyser la répression colonialiste.

CEUX « QUI NE PEUVENT RIEN FAIRE... » ET LES AUTRES

Lyon, le 30 novembre.

DES les débuts de l'intervention armée dans l'Aurès et l'annonce du déclenchement de la répression sur tout le territoire algérien, de petits groupes d'anti-colonialistes s'efforcèrent de promouvoir sur le plan lyonnais un premier mouvement de protestation contre la terreur et l'arbitraire policiers. Le 5 novembre, lors d'une réunion du « Cartel d'Action de la Nouvelle Gauche » (UP, CAGI, JR) un militant du PCI propose de rédiger un tract groupant un maximum de signatures. Le 10 novembre, trois jeunes militants ouvriers sont arrêtés puis détenus 10 heures pour collage d'un tract demandant le rappel du contingent. **Le 15 — devant l'inertie de ses camarades — un copain du Mouvement de la Paix, diffuse de sa propre initiative une première dénonciation du régime de misère imposé en AFN par l'impérialisme. Puis, le 26 un deuxième tract, intitulé : « Le sang coule en Algérie ». Enfin, le même jour, Tamburini, secrétaire départemental du Mouvement de Libération du Peuple, se prononce dans le même sens.**

Des réunions vont se tenir sur la base des quartiers, un tract imprimé sera édité, un appel pour la constitution d'un large comité contre la répression sera lancé...

A Michel Drevon, secrétaire du Mouvement de la Paix du Rhône, les militants ainsi groupés demandèrent le 28 novembre que le bureau présidant le meeting de la paix soumette aux participants une motion condamnant l'intervention militaire et la politique de répression. Drevon a répliqué que cela lui paraissait impossible. Ajoutant à propos des tracts en faveur de la libération de Messali Hadj: « Nous ne pouvons tolérer la diffusion d'un matériel sans rapport avec la manifestation. »

Pressé de questions, Drevon a finalement avoué : « NOUS NE POUVONS RIEN FAIRE POUR L'ALGERIE AVANT LE VOTE A L'ASSEMBLEE POUR OU CONTRE LES ACCORDS DE LONDRES ET DE PARIS ».

PAS DE NOUVELLE GUERRE D'INDOCHINE !

DES militants de diverses tendances ont diffusé à Lyon un tract contre la répression en Algérie, où il est écrit notamment:

FRANÇAIS

Ce n'est pas seulement les Allemands, mais aussi les Français qui sont capables de multiplier les Oradour-sur-Glane, les chambres de torture, et les exécutions arbitraires.

Français, Monsieur Mitterrand, ministre de l'Intérieur, vient de dire que : « Il n'est pas possible d'envisager des revendications nationales algériennes » qui « equivaudraient à un soulèvement de citoyens dans un territoire français ».

« Dans ce cas, a-t-il dit, la seule négociation c'est la guerre ». Il ajoute que : « Il est décidé à agir avec la plus grande fermeté ». La « répression nécessaire » sera « impitoyable ».

« Tous les moyens nécessaires seront mis à la disposition des généraux Chevrière et Spillaman ».

Français, nous ne voulons pas de nouvelle guerre d'Indochine, ni de nouvelle guerre trahissant la vraie vocation de la France, menée au napalm et avec des techniciens de la terre brûlée.

Nous devons reconnaître au peuple algérien le droit de disposer de lui-même. En aucun cas, les canons, les CRS et les avions ne pourront empêcher neuf millions d'hommes de renverser les structures coloniales établies par la France.

La déclaration des Droits de l'Homme, de l'Organisation des Nations Unies, à laquelle M. Vincent Auriol a apposé sa signature au nom de la France, stipule que :

1. — Tout individu a droit à une nationalité.

2. — Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

FRANÇAIS, N'OUBLIONS PAS LE TEMPS OU LES HITLERIENS FAISAIENT LA LOI CHEZ NOUS !

★

La section Produits Chimiques CFTC de Saint-Fons a d'autre part adopté un texte de solidarité sans ambiguïté avec les travailleurs algériens, et l'a diffusé parmi les délégués au Congrès de la Fédération CFTC des Produits Chimiques.

Le M. L. N. A. dénonce la répression

Nous recevons du Mouvement Libertaire Nord-Africain un communiqué où il déclare entre autres :

Le MLNA dénonce le caractère provocateur des mesures militaires et policières, et, en particulier, de celles qui risquent de s'abattre sur la malheureuse population de l'Aurès, et grâce auxquelles les éléments colonialistes les plus réactionnaires espèrent renouveler les massacres du Constantinois et raffermir leur surexploitation.

Il dénonce le caractère haineux, mensonger de la presse colonialiste aux ordres de la grosse colonisation et de la sauvegarde de ses privilèges.

La solution n'est pas dans le néo-colonialisme économique et social du gouvernement Mendès-France, au service de l'impérialisme français et de sa bourgeoisie.

Elle n'est pas dans le renforcement de « l'Ordre », préconisé et obtenu par la Fédération des maires, agents de la grosse colonisation, grâce à une campagne de panique savamment orchestrée parmi l'opinion publique et à des menaces à l'égard des « responsables » qui ne sauraient pas faire respecter « l'Ordre »...

La solution est, au delà de la simple libération politique nationale dans la lutte de tous les exploités, en union étroite avec les travailleurs révolutionnaires de France, l'ennemi étant le même, contre tous les exploiteurs, à quelque race qu'ils appartiennent, vers la société sans classe et sans Etat, la société Communiste Libertaire.

LES SECTES CLANDES

LA presse soviétique de ces derniers temps accorde une place étonnament importante aux problèmes religieux. Ou bien elle critique en termes très durs les méthodes primitives des agitateurs officiels d'un « mouvement sans-dieu » complétement bureaucratisé, qui essaient de pimenter leurs insipides discours de propagande avec quelques anecdotes à bon marché. Ou bien elle déplore le fait que jusque dans les rangs des Komsomols les superstitions chrétiennes viennent égarer les esprits de l'avant-garde de la jeunesse et que la religion fasse preuve sur la génération montante d'un pouvoir d'attraction qui croît constamment et irrésistiblement.

Ainsi donc, trente-sept ans après l'écroulement de la Russie tsariste, l'église russe orthodoxe connaitrait aujourd'hui une renaissance inattendue ? Il n'en est rien. Le mouvement religieux qui aujourd'hui trouble ainsi les esprits, qui amène le camarade Khrouchtchev à prendre lui-même la plume (en partie pour rappeler à l'ordre les prosélytes trop zélés de l'athéisme, puisqu'aussi bien la constitution soviétique accorde toutes sortes de libertés de croyance —, en partie pour conseiller aux propagandistes scientifiques du matérialisme de travailler plus systématiquement et plus profondément) ce mouvement religieux donc ne s'est pas développé à l'ombre des clochers à bulbe. L'église orthodoxe, au contraire, avec tous ses chants magnifiques, sa pompe éblouissante imitant et comme parodiant le style byzantin, n'était plus — dès longtemps avant la Révolution — qu'une enveloppe brillante et vide, qu'animait seul dans les derniers temps l'esprit des Cent-Noirs, et qui déjà avant que la grande tourmente ne vienne la balayer n'éveillait plus aucun écho populaire.

Durant la guerre civile, le clergé fit une alliance sans équivoque avec les généraux de la terreur blanche. Ceux-ci vaincus, l'idée même de l'église d'Etat, qui avait constitué pendant des siècles un instrument si efficace de la tyrannie, s'effondra. Ce fut Staline qui, par sa politique de retour aux ancêtres — non pas aux ancêtres du marxisme mais aux tsars de la vieille Russie — fit revivre et monta en épingle l'une après l'autre les bonnes vieilles traditions éprouvées, et n'hésita pas à verser un peu d'huile sainte orthodoxe sur le feu du chauvinisme grand-russe, qu'il mettait tant de zèle à attiser. Il ne parvint pas cependant à ressusciter le cadavre de l'église de Raspoutine. Seules quelques vieilles grand-mères fréquentèrent les églises rendues au culte, pour écouter les beaux cantiques et évoquer les chers souvenirs de la jeunesse enfuie : c'était un maigre résultat. L'homme de la rue, par contre, trouvait suspect le flirt du Kremlin avec la religion et était d'avis que les popes staliniens ne devaient pas valoir grand chose.

La conviction générale était que la liberté religieuse proclamée si bruyamment du jour au lendemain n'était qu'une manœuvre particulièrement subtile de la police politique pour dépister les citoyens encore infectés du virus religieux et désireux de participer au culte. Nombreux étaient ceux qui traitaient sans détours tous les prêtres tolérés par la bureaucratie de mouchards du GPU.

Réaction aux procès de Moscou

Tout à l'inverse de ces prêtres, les oppositionnels chrétiens mènent la même existence illégale que leurs prédécesseurs de la Rome antique. Leurs catacombes s'étendent sur tout le territoire de l'URSS, car ils disposent d'une organisation clandestine si bien ramifiée et articulée que même les puissants brigands soviétiques avec leurs confréries **blatnoi** ne peuvent rivaliser avec eux. Les adhérents de la « Ligue des Chrétiens » sont aujourd'hui connus dans toute l'Union sous le nom de **monachki**, c'est-à-dire **petits moines**. Ils s'intitulaient à l'origine simplement « les croyants », et ce furent les commissaires du GPU qui les baptisèrent ainsi : le sobriquet devint si populaire qu'ils l'adoptèrent.

Le mouvement prit naissance à la fin des années 30, à Moscou et Leningrad, sous l'impulsion de cadres moyens des Komsomols, qui, bouleversés et désillusionnés au plus haut point par les procès monstres et les épurations en masse, avaient quitté le Parti et, dans leur recherche d'une issue, avaient vu dans l'Evangile la charte du vrai communisme humanitaire. Ils assignèrent à leur secte religieuse clandestine les objectifs suivants : répandre dans toute la population soviétique l'enseignement éthique social tament et... combattre la dictature stalinienne. Ce pas par les armes, par le soulèvement, la révol grâce à un système de résistance non-violente. L bureaucratique comme l'incarnation du Mal, l'An résistance passive, au refus de travail, à la grève Car ils nourrissent l'illusion que par leur seul p rompu, par leur esprit de sacrifice et leur enseig des millions d'hommes dans une grève de masse tel point l'appareil militaro-bureaucratique que ce

Une révolution à leurs yeux ne serait que la car disent-ils on ne peut combattre la terreur pa par la solidarité de tous les opprimés, dont le dev cotier tous les ordres de l'administration.

Programme des Mo

Leur programme pour la Russie de demain s communisme chrétien. Leur idéal consiste en u classes, composée de communautés industrielles et et menant une vie à l'image de celle des premier

Dans leur thèse ils répudient toujours catégor privée, car « **les biens de la terre appartiennent chaque homme a un droit égal à y participer, c travailler pour le bien de tous** ».

Chacun doit donc travailler selon ses forces recevoir en échange ce qui est nécessaire pour pour son développement intellectuel et moral. Ils comme moyen d'échange, de même qu'ils s'opposen une tâche déterminée, comme contraire à la dig munes de leur société de l'avenir chaque travail manuel, doit recevoir logement, vêtement et nou besoins, et le surplus du produit collectif doit être industriel, scientifique et culturel. Les tâches adm cutées par des conseils communaux entièrement é reaucratie professionnel.

Dans les questions religieuses, les Croyants s tolérance la plus complète vis-à-vis de toutes les aussi vis-à-vis des athées. Pour leur propre compt tion confessionnelle. Selon eux la vraie église du tuaires ni d'officiants, puisqu'elle ne connaît ni faire d'une façade brillante qui détourne la pensée

La meilleure « terre de mission » des **Monac** cercles importants parmi les travailleurs ruraux, lées de la Sibérie et de l'Asie Centrale. Ces apôtre la plupart du milieu intellectuel des grandes ville faire embaucher comme travailleurs saisonniers e Centrale. Là, ils ont de multiples occasions de pre leurs agricoles, qui comptent parmi les plus défav en Union Soviétique, puis bientôt de trouver parm

Nous poursuivons ci-dessous la publi

« MA VIE DANS LES CAMPS

donnée à LA VERITE par Brigitte Gerla militante du P.C. Allemand, qui revient d dans les régions de déportation d

Numérisation CERMTRI

De notre correspondant aux U.S.A.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DU S.W.P.

New-York, le 26 novembre 1954.

A l'heure où j'écris ces lignes, le nombre de suffrages recueillis par les trotskystes aux élections législatives du 2 novembre n'est pas encore connu — sauf pour le Minnesota (Minneapolis - St. Paul). C'est là une des conséquences de la discrimination officielle contre les partis minoritaires. Ceux-ci n'apprennent qu'après plusieurs semaines les résultats détaillés des élections, c'est-à-dire les suffrages des partis minoritaires... Cependant, nous savons déjà que dans le Minnesota notre candidat sénatorial, le camarade Vincent R. Dunne, vétéran des grandes grèves de 1934 et ancien dirigeant du syndicat des camionneurs de Minneapolis, a recueilli environ 8.500 voix, soit le double des suffrages qu'il obtint en 1952. Ceci prouve que, même dans la période actuelle, l'idée socialiste peut être répandue avec un certain succès parmi les ouvriers. En ce moment, nous ne nous attendons certes pas à des victoires électorales ou à des succès sensationnels. Mais nous constatons que nous parvenons à toucher de nombreux travailleurs et à attirer leur attention à travers nos campagnes électorales, et nous nous servons de tous les moyens mis à notre disposition par ce qui reste de la démocratie bourgeoise. Beaucoup d'ouvriers qui commencent à s'intéresser à notre programme votent encore pour les Démocrates, craignant de « perdre » leur suffrage en votant pour un petit parti ; mais cela ne signifie pas que notre activité de propagande ait été vaine. Il s'agit évidemment d'un travail de longue haleine.

« LE SWP EST UN FACTEUR NOUVEAU DANS LES ELECTIONS », disaient les journaux de Minneapolis-St. Paul avant le 2 novembre déjà. Nos candidats ne menèrent pas simplement une campagne abstraite. Ils expliquèrent nos mots d'ordre transitoires aux problèmes particuliers les plus urgents des ouvriers des différentes régions, utilisant notre presse, des tracts, des émissions de radio et de télévision, des meetings, etc. Ainsi, à Détroit, la grève de l'usine Square D, l'action de solidarité des militants syndicaux et de leur direction locale, le rôle de briseur de grève de la police et l'attitude du gouverneur démocrate Williams firent l'objet des analyses de nos camarades Frank Lowell, Rita Shaw et Robert Himmelhoch. Nos candidats à Détroit demandèrent au gouverneur s'il aurait le courage de se rallier aux piquets de grève de « Square D » — afin de prouver ses affirmations d'amitié pour la classe ouvrière...

A Buffalo, ville industrielle de l'Etat de New-York, nos candidats réclamaient la distribution de stocks fédéraux de vivres aux chômeurs ; et notre candidat au poste de gouverneur de l'Etat de New-York, le camarade David L. Weiss, adressa la même demande aux politiciens démocrates et républicains. Notre candidate pour le poste de ministre de la Justice de l'Etat de N.-Y., la camarade Catherine Gratta, participa aux piquets de grève des ouvriers de l'American Safety Razor Company, à Brooklyn (N.-Y.), usines dont elle était autrefois la déléguée syndicale. A Milwaukee (Wisconsin), notre candidat, le camarade Stergar, s'opposait aux lois anti-grève de l'Etat de Wisconsin, utilisées par les autorités contre les ouvriers des usines Kohler (la grève chez Kohler dure depuis déjà huit mois). A Chicago et à Philadelphie, nos candidats Mayhew et Chester proposaient une organisation plus efficace de la lutte contre les racistes anti-nègres qui se sont livrés récemment à de graves actes de violence dans ces deux villes, et surtout dans le quartier de Trumbull Park à Chicago. En Californie, les camarades Banks, Barbaria et Lilian Kiezel ont demandé, entre autres, le renvoi du chef anti-nègre des pompiers de Los Angeles et la réorganisation du département des pompiers. Le camarade de George Breitman, notre candidat dans l'Etat de New-Jersey, où les fascistes sont bien organisés, fit campagne contre le McCarthysme, démontrant l'inefficacité et la lâcheté de l'« anti-McCarthysme » des partis bourgeois.

Il va sans dire, d'ailleurs, que TOUS nos candidats, liant les questions locales aux questions régionales, parlaient du danger fasciste et des questions de politique étrangère, expliquant la nécessité d'une politique indépendante de la classe ouvrière, d'un grand Parti des Travailleurs américains. Les questions générales furent particulièrement débattues au cours de la tournée électorale de la camarade Myra Tanner-Weiss : avec nos candidats locaux elle tint des meetings dans toutes les régions où le S W P est représenté ; et ces meetings attirèrent un nombre assez considérable d'ouvriers et d'étudiants dont beaucoup entendaient pour la première fois une conférence socialiste. 21.000 exemplaires d'une édition spéciale de notre journal « The Militant » furent distribués gratuitement, ainsi que plusieurs milliers d'exemplaires des éditions spéciales se rapportant aux grèves.

Quelle différence entre la campagne électorale des révolutionnaires trotskystes et le misérable double-jeu des contre-révolutionnaires staliniens! Ces derniers appuyèrent officiellement, dans l'Etat de New-York, l'A L P « progressiste », instrument de vieille date du Kremlin..., mais firent comprendre, en même temps, aux membres et sympathisants du P. C. qu'il fallait voter pour les Démocrates. Du coup, l'ALP perdit des milliers de voix — et, par conséquent, ses privilèges légaux de grand parti reconnu. Et l'organe stalinien « Daily Worker » se réjouit ouvertement de la victoire de Harriman, candidat démocrate au poste de gouverneur de l'Etat de N.-Y., représentant « libéral » de la haute finance de Wall-Street et co-propriétaire de quelques lignes de chemin de fer...

Ralph CARLTON.

MENDÈS ET FRANCO

(Suite de la page 1.)

ça.s, comme le reconnait Jean Creach dans « Le Monde » du 7 décembre, y prête la main ! Une petite difficulté seulement à régler : Franco n'a pas tout à fait mis un terme aux débordements démagogiques d'indignation anti-impérialiste coutumiers aux émissions en arabe de Radio-Tétouan. Or il va être doté prochainement à Valence d'un nouvel émetteur très puissant... Qu'il s'engage seulement à y modérer les attaques anti-françaises, et l'appui de Mendès pour la candidature à l'OTAN, d'énergique qu'il est deviendra enthousiaste. Le Pacte Atlantique connaitra alors sa plus belle consécration occidentale et chrétienne.

Ceci est dans l'ordre. Dans l'ordre également la déclaration de la Tournelle : c'est bien la même civilisation, dite « chrétienne », qui règne dans les Aurès algériens sous la conduite de Mitterrand et dans les prisons-modèles de l'Espagne franquiste.

COMPLAISANCES DE PIE XII

Et, comme pour donner à cette civilisation chrétienne un baptême digne d'elle, voici qu'intervient une fois de plus le Vatican. Lui non plus n'a rien à refuser à Franco ! Grand remaniement dans la hiérarchie ecclésiastique espagnole. Pourquoi ?

— pour sanctionner le cardinal Segura, celui qui jadis complota avec Mussolini contre la République, mais qui aujourd'hui le tort d'être antiaméricain,

— pour élever à la dignité d'archevêque d'Oviedo Mgr Lauzurica, celui qui pendant la guerre civile se fit le complice des emprisonnements et éxécutions de prêtres républicains basques,

— pour destituer l'abbé Iribarren, directeur d'« Ecclesia », qui eut le tort en mai dernier de demander une semi-liberté de la presse.

Cette même presse franquiste, chère à Monsieur de la Tournelle nous venons de la voir à l'œuvre encore au cours des « élections » administratives qui viennent de se dérouler : silence sur les candidats de l'opposition. Car il y avait une opposition, du moins à Madrid, une opposition monarchiste... qui se réclamait des meilleures traditions de la « croisade » franquiste contre les Rouges. Mal lui en prit. Non content d'écarter des urnes 40 % des citoyens déclarés « suspects politiques », le régime fit soigneusement bourrer ces mêmes urnes de bulletins phalangistes, éliminant les scrutateurs et supprimant toutes les garanties de secret et de liberté de vote. 78 % pour la Phalange à Madrid ! Et ailleurs... les listes phalangistes élues sans élections. A quoi bon, puisqu'il n'y avait pas d'opposition !

Rappelons-nous les élections « à l'algérienne » : toujours 90 ou 100 % des voix, si ce n'est 110 ou 150 %, pour le candidat du gouverneur... Oui, décidément, Monsieur de la Tournelle a raison. Nous sommes en pleine « civilisation chrétienne ».

Mais ces mauvaises nuages n'ont qu'un seul résultat : prouver une fois de plus l'irréductible opposition du peuple espagnol à son dictateur. Washington, le Vatican, Paris ont beau lui faire des courbettes, Moscou a beau le faire inviter à sa Conférence des pays européens, Franco est vomi par le peuple espagnol. Et, malgré Monsieur de la Tournelle, malgré le silence et l'inaction complices observés par les partis socialiste et communiste français, il n'est pas « reconnu » non plus par le peuple français.

IRAN : LEÇONS D'UNE DEFAITE

De Mossadegh à Zahedi

TOUT le monde connait l'histoire de l'apprenti sorcier (1). Les politiciens de Téhéran déchaînèrent eux aussi des forces qui les dépassaient, et le Parlement iranien fut finalement amené à voter sous la pression des masses, sous la peur de la rue, la nationalisation des pétroles. A la tête du gouvernement, le grand propriétaire foncier Mossadegh allait s'efforcer de mener la classique politique d'équilibre des gouvernements de type « bonapartiste » s'appuyer sur les masses pour arracher des concessions à l'impérialisme mais, surtout, sauvegarder contre les masses les intérêts des classes dirigeantes. Tâche ingrate et délicate : Mossadegh ne pouvait reculer sur la question du pétrole, sous peine d'être immédiatement balayé. Mais la fermeture des raffineries d'Abadan ouvrait en Iran une crise d'une exceptionnelle gravité, jetant sur le pavé des milliers d'ouvriers, donnant aux les secteurs de l'économie. Sa qualité de grand propriétaire, l'appui qu'il recevait des commerçants du « bazar » lui interdisaient tout recours à des impôts directs qui les auraient lésés. Toute « réforme agraire », première tâche pourtant dans un pays arriéré, était bannie de son programme — « communiste » et par suite de l'impossibilité d'« indemniser » les féodaux ! Pour résoudre la crise, il ne lui restait qu'une carte à jouer : la carte américaine. Les Américains accepteraient-ils de prendre la place des Anglais contre de substantiels bénéfices ? Comprendraient-ils que Mossadegh, jouissant de la confiance des masses était le meilleur rempart contre la révolution ? C'est ce qu'il espérait. Le « State Department », d'ailleurs, comprit fort bien la situation : il ne refusa pas son aide mais la fournit au compte-gouttes, donna juste ce qu'il fallait pour empêcher l'effondrement du régime, et saisissant en échange des gages qui lui permirent notamment d'étendre son contrôle sur l'armée et sur la police et de préparer ainsi, le moment venu, le renversement de Mossadegh au profit de ses propres créatures.

La presse bourgeoise a multiplié à l'envi les images pittoresques : Mossadegh en pyjama, s'évanouissant, sanglotant... Saisissante rencontre d'un personnage et de son rôle historique. Le pitoyable Dr Mossadegh, pour être un rusé renard et un grand comédien, n'en était pas moins un pauvre personnage. le personnage même qu'il jouait, à la mesure du rôle historique de la débile bourgeoisie qu'il représentait. Le vieillard en pyjama n'a tenu le devant de la scène que parce qu'il était porté sur les épaules du prolétariat iranien ficelé et aveuglé par sa direction stalinienne.

LE PARTI TOUDEH

La bureaucratie stalinienne fut, au début, méfiante à l'égard de Mossadegh, dont elle comprenait sans doute le jeu et que la propagande du Toudeh présentait comme un « agent américain ». Puis il apparut que le mouvement des masses offrait des perspectives intéressantes dans la mesure où il pouvait être contrôlé et dirigé par le parti. N'était-il pas souhaitable pour la bureaucratie soviétique, et possible grâce à l'action du Toudeh, d'obtenir de la féodo-bourgeoisie iranienne un changement de politique extérieure et une alliance avec l'URSS ?

C'est ce qui ressort clairement de l'interview accordée par un dirigeant du Parti au journaliste Jean-Luc Hervé et publié dans « L'Observateur » du 5 juin 1952. Pour ce dirigeant « révolutionnaire », il n'est pas question de la révolution dans un pays semi-colonial et de la prise du pouvoir par les travailleurs. Il s'agit seulement d'une « crise » provoquée par la question des pétroles et par « l'orientation du commerce extérieur », dont il est démontré qu'il se détourne de plus en plus de l'Union Soviétique. Le Toudeh n'appelle ni à la lutte des travailleurs pour le pouvoir, ni à la lutte des paysans pour la terre, ni à l'armement du prolétariat contre la bourgeoisie... Il invite cette bourgeoisie à accroître son commerce avec l'URSS. Pour résoudre la crise financière le même dirigeant se montre très « radical » et propose la suppression des dépenses inutiles (réceptions, etc.) ainsi que des bureaux de bienfaisance du Shah et des traitements des conseillers américains. C'est dans cette perspective que Mossadegh, dans l'impasse, ayant cherché un « point de chute » et délibérément provoqué son renvoi par le Shah, le Toudeh se lancera dans la bataille de juillet 1952, où des ouvriers, étudiants, commerçants de Téhéran balaieront le gouvernement pro-anglais de Ghavam Sultaneh et ramèneront triomphalement Mossadegh au pouvoir.

Mossadegh réinstallé s'empresse de donner des gages à ses adversaires réactionnaires, s'efforce de couvrir le Shah compromis dans son renvoi et entame une lutte énergique contre le Toudeh, démontrant ainsi à Washington qu'il est vraiment le seul à pouvoir combattre la révolution prolétarienne.

En fait le Toudeh est complice. Certes, il critique violemment la politique pro-américaine de Mossadegh, mais sur le plan intérieur, il ne propose aux masses aucune solution révolutionnaire. Tandis que les Américains s'emparaient de la police et de l'armée et préparaient leur mauvais coup, le parti laissait les masses désarmées, avec l'illusion que la révolution iranienne pouvait marcher de l'avant sous la direction de Mossadegh et de la bourgeoisie, et leur dissimulait que son succès ne dépendait que de leur activité révolutionnaire et de leur lutte victorieuse pour le pouvoir. Le Toudeh, après avoir contribué au sauvetage de Mossadegh par l'action des masses, ne lui a pas arraché un pas en avant, n'a pas fait faire aux masses un pas vers le pouvoir. Mossadegh s'efforçait de « durer », les staliniens laissaient croire que Mossadegh pouvait durer...

ZAHEDI ET LA CONTRE-REVOLUTION

Le 19 août éclate le coup minutieusement préparé, sous la direction de Mrs Henderson, ambassadeur des U. S.A., avec la collaboration du colonel américain chargé de « réorganiser » la gendarmerie iranienne et les instructeurs américains de l'armée. Le Shah confie le gouvernement au général Zahedi, bandit notoire, et promet aux travailleurs les réformes sociales qu'ils ont vainement attendues du gouvernement précédent. Quelques centaines de nervis balaient l'entourage de Mossadegh. Les travailleurs de Téhéran n'ont pas bougé. Mossadegh est resté silencieux.

Mais il était donné à son bras droit Hussein Fatemi de résumer avant la chute les contradictions du mouvement qu'ils représentaient tous deux : au moment où il proclame la nécessité de renverser le Shah et s'oppose ainsi violemment à l'armée, il s'en prend au Toudeh, qu'il menace de terribles représailles s'il ose descendre dans la rue.

Mais le Toudeh n'a pas bougé. La plupart des observateurs s'accordent à reconnaitre qu'il avait la force et la popularité suffisantes, non seulement pour écraser dans l'œuf la tentative réactionnaire de Zahedi mais aussi pour s'emparer du pouvoir. Si ses dirigeants n'ont pas voulu lutter c'est que Moscou ne l'a pas voulu. Le journal du Toudeh, « Chahbaz », a dénoncé au jour le jour, minutieusement le complot de Zahedi ; il a conjuré Mossadegh de faire arrêter le général, et Mossadegh a lancé l'ordre. Mais la police et l'armée de Mossadegh étaient les bases mêmes du coup d'Etat du 19 août, et ce jour-là le Toudeh n'a pas appelé à la lutte les travailleurs de Téhéran. Les ouvriers iraniens ont été battus sans combat.

LEÇON D'UNE DEFAITE

Ainsi la défaite iranienne de 1953 est venue s'ajouter à la longue liste des défaites subies par les travailleurs du fait de la direction stalinienne. De 1933 : Hitler, à 1953 : Zahedi.

Pourtant la Révolution Russe avait montré la voie de la victoire révolutionnaire en pays semi-colonial. A leur Mossadegh, le politicien Kerensky, les bolchéviks ont opposé l'armement des ouvriers, l'organisation des soviets, la révolution paysanne et la critique politique. Mais ils ont combattu pour préserver leurs organisations, leurs armes, leur victoire proche contre leur Zahedi, le général Kornilov, lui aussi homme de la trique et de la terreur blanche. Ils ont balayé Kornilov et, dans cette lutte, préparé l'étape suivante, la victoire sur Kerensky... Les prolétaires iraniens, par la faute de leur direction, ont été battus par Zahedi, et leur Octobre a reculé à l'horizon... De nombreux cadavres et d'indicibles souffrances jalonnent la poursuite de leur lutte pour la Révolution Socialiste. Les militants méditeront cette cruelle leçon.

P. BRABANT.

(1) Cf. LA VERITE, n° 344.

DESTINES EN U.R.S.S.

ci-dessous la publication de l'enquête :

ANS LES CAMPS SOVIETIQUES »

par Brigitte Gerland, journaliste et ancienne nand, qui revient de huit années de captivité s de déportation du cercle arctique.

nent éthnique social et humain du Nouveau Tes-ature stalinienne. Ceci en tout état de cause non ulévement, la révolution, la guerre civile, mais ance non-violente. Ils décrivent l'Etat totalitaire nation du Mal, l'Antechrist, et ils appellent à la e travail, à la grève, de façon à miner ses bases. que par leur seul prosélytisme patient et ininter-rifice et leur enseignement, ils pourront entraîner une grève de masse qui en définitive affaiblira à reaucratique que celui-ci s'écroulera de lui-même. ux ne serait que la source de nouveaux maltraite-ibattre la terreur par la terreur, mais seulement pprimés, dont le devoir par conséquent est de boy-ministration.

mme des Monachki

Russie de demain se fonde sur les principes d'un déal consiste en une société sans Etat et sans outés industrielles et agricoles aux liens très lâches de celle des premiers chrétiens. ent toujours catégoriquement le droit de propriété terre appartiennent à chacun de ses habitants, et ral à y participer, comme un devoir identique de ».

er selon ses forces physiques et intellectuelles, et est nécessaire pour son entretien physique comme lectuel et moral. Ils dénient à l'argent tout rôle même qu'ils s'opposent à toute rémunération liée à e contraire à la dignité humaine. Dans les com-venir chaque travailleur, qu'il soit intellectuel ou nt, vêtement et nourriture conformément à ses uit collectif doit être consacré au perfectionnement urel. Les tâches administratives doivent être exé-unaux entièrement élus ne comportant aucun bu-

uses, les Croyants se situent sur le terrain de la s-à-vis de toutes les confessions et bien entendu ur leur propre compte, ils repoussent toute affilia-x la vraie église du Christ n'a besoin ni de sanc-elle ne connait ni rituel ni dogme ; elle n'a que ui détourne la pensée de l'essentiel.

mission » des Monachki, qui ont su recruter des travailleurs ruraux, sont les fermes d'Etat recu-Centrale. Ces apôtres modernes, qui sortent pour tuel des grandes villes, abandonnent tout pour se ailleurs saisonniers en Extrême-Orient ou en Asie ples occasions de prendre contact avec les travail-parmi les plus défavorisés de tous les défavorisés ntôt de trouver parmi eux un auditoire avide.

Les tendances anarchistes utopiques que représentent les monachki correspondent, il est vrai, à une vieille nostalgie de la paysannerie opprimée, foulée aux pieds, mise en servage des siècles durant, dont les multiples jacqueries toujours sauvagement réprimées s'assignaient des buts analogues à ceux que prônent aujourd'hui les Croyants.

Dans l'immensité de la Russie d'Asie, c'est souvent des années durant que les adhérents de la secte clandestine ont la possibilité de travailler pour leurs idées sans être inquiétés par la police politique, et ceci jusqu'au jour où l'inévitable arrestation vient mettre un terme à leur activité.

Les Monachki, dans les camps

Au camp, les monachki se rangeaient parmi les plus énergiques de tous les opprimés. Sans faire la moindre concession, ils refusaient unanimement d'effectuer un quelconque travail pour le compte de l'Etat, et ne voulaient se charger tout au plus que des travaux nécessaires pour pourvoir aux besoins des prisonniers.

Dans la seule région concentrationnaire de Vorkuta, il y avait en 1953 déjà plus de huit mille affiliés aux groupes religieux de résistance qui se refusaient à tout travail productif pour l'économie soviétique.

Rien n'avec les récits de la guerre d'escarmouches entre Croyants et administration du camp on pourrait sans mal remplir un gros volume. Je me contenterai donc d'indiquer brièvement les méthodes de combat utilisées par les deux parties.

Dès qu'un nouveau groupe de monachki est amené dans le camp, on les enferme immédiatement en guise de bienvenue dans l'isolateur, espace dépourvu de tout où l'on ne peut se procurer ni un lit ni une chaise ni le moindre autre objet courant. La ration de « substitution » se compose d'eau et de 300 gr. de pain par jour. Toutefois ceci n'affecte pas les Croyants, qui répondent régulièrement à ces mesures par la grève de la faim et doivent donc être ramenés, après une semaine au plus, de l'isolateur au camp, où ils sont après cette première tentative laissés en paix un certain temps. Après ce répit, la direction du camp lance généralement une seconde attaque. Les récalcitrants sont conduits en voiture sur un lieu de travail, où le factionnaire leur demande toutes les heures de faire quand même quelque chose. Bien entendu ces admonestations restent sans effet, aussi les renvoie-t-on à titre de représailles dans l'isolateur, sur quoi ils commencent une nouvelle grève de la faim et sortent de l'isolateur au bout de quelques jours sur prescription du médecin-chef. Le cycle se renouvelle à intervalles réguliers jusqu'à ce que — au bout d'un an au maximum — l'administration du camp renonce à lutter avec son adversaire obstiné et se contente, à chaque occasion qui s'offre, de se débarrasser du plus grand nombre de monachki. Dans ce cas, c'est le chef d'un autre camp que l'on fait bénéficier de ces effectifs d'indésirables. La plupart du temps, hors de lui, il refuse de prendre en charge les nouveaux venus. Ceux-ci, renvoyés, poursuivent donc un voyage circulaire qui parfois dure des jours et des jours, jusqu'à ce qu'il se trouve un chef de camp, nouveau en place ou indifférent à tout, qui veuille bien accueillir ces forçats difficiles.

Un jour, un chef de camp particulièrement zèlé fit conduire un groupe de monachki dans la toundra, par quarante degrés au-dessous de zéro, avec l'ordre formel de ne les laisser rentrer que s'ils se déclaraient prêt à travailler. Mais les condamnés firent alors ce que personne n'avait imaginé. Ils commencèrent à se déshabiller. Bottes de feutre, gants, gilet fourré, pullover, tout fut lancé aux quatre vents dans la neige. Les convoyeurs, médusés, les regardaient comme s'ils étaient devenus fous ; ils les injurièrent, passèrent en revue tous les jurons de la langue russe, puis en vinrent aux prières, implorant les déterminés parfaitement flegmatiques de bien vouloir se rhabiller, et finalement, voyant qu'ils perdaient leur peine, retournèrent en hâte trouver le chef de camp, qui prit peur devant tant de résolution : les monachki rentrèrent triomphalement au camp.

(A suivre.)

BRIGITTE GERLAND.

de tous les pays

ALLEMAGNE

Les élections qui viennent de se dérouler à Berlin-Ouest, en Hesse et en Rhavière ont marqué une victoire très nette des sociaux-démocrates sur les chrétiens-démocrates d'Adenauer. Cette victoire exprime avant tout le refus du réarmement voulu par Mendès-Adenauer.

U.S.A.

Le Sénat a « censuré » McCarthy, ce qui ne veut pas dire qu'il a mis fin à son activité. Quant à la victoire des démocrates elle ne représente aucun pas en avant, contrairement aux allégations des dirigeants syndicaux.

La moitié des élus sont en effet des « Dixecrates » ou démocrates du Sud, féroces réactionnaires et partisans acharnés de la ségrégation raciale. Un des motifs de la décision « historique » d'Eisenhower mettant fin à la ségrégation était justement d'accentuer la division dans le parti démocrate.

En fait, les actes de racisme ont redoublé. Menaces, attentats se succèdent.

SUD-VIETNAM

Sous la conduite de militants révolutionnaires, les 400 ouvriers de l'usine Eiffel, dans la région de Saïgon, ont remporté un important succès revendicatif.

La lutte commença par la grève d'une équipe. Après 48 heures de grève partielle, le patron ne reculait pas. Devant l'obstination du patron, la grève partielle se transforme en grève générale de toute l'usine grâce à l'activité de nos militants.

A la suite de 24 heures de grève générale, le patron fut obligé de céder, et de satisfaire en partie les revendications de ses ouvriers :

— en augmentant tous les salaires de 15 % ;

— en acceptant de payer les arrêts pour attente de travail dans l'équipe des soudeurs ;

— en payant les visites médicales

Numérisation CERMTRI

★ SUR LE FRONT OUVRIER ★

LE IVe CONGRES DE LA C.G.T.-F.O.

UN milier de délégués ont participé au Congrès confédéral de la CGT-FO. Dans la plupart des questions ce congrès a consacré la plus évidente des politiques de collaboration des classes avec la bourgeoisie française et son Etat, ou plutôt avec une aile de cette bourgeoisie, car le fier-à-bras Le Bourre, bombant le torse... à la tribune du congrès, n'a pas hésité à déclarer qu'il entendait s'allier « avec une aile de la bourgeoisie française, avec qui il combattra dans les légions contre les envahisseurs cosaques ».

Le son et le ton de ce discours entraînent un évident malaise, car l'expression « légions antibolchéviques » résonne étrangement dans la classe ouvrière de ce pays : la L.V.F., le Bataillon de Corée, etc...

★

Le IVe Congrès est revenu sur la position correcte affirmée au IIIe, exigeant le retrait des représentants de la Confédération du « Comité national de la productivité ». A l'appel de Bothereau, F.O. réintégrera donc cette organisme de collaboration de classe, puisque toute la philosophie du Bureau Confédéral se résume dans la revendication de lier « les salaires à la productivité », c'est-à-dire à la surexploitation patronale.

Sur l'unité d'action, le Congrès a de nouveau condamné tout front unique avec la CGT. Notons ce curieux aspect relevé par le rapporteur de la minorité, Questerber rappelant, à juste titre, que la plupart des militants qui condamnent l'unité d'action au Congrès la pratiquent quotidiennement dans leurs syndicats et régions.

L'attitude de la direction F.O. lors des grèves d'août 53 fut rappelée par toute une série de militants. La réponse la plus marquante fut celle de Mourguès, secrétaire de la Fédération syndicaliste F.O. des postiers, qui, sans s'en rendre compte, reprit à peu près textuellement les fameuses paroles de Thorez en juin 36 : « IL FALLAIT TERMINER LA GREVE, SINON C'ETAIT L'AVENTURE ».

Mourguès a raison : la direction F.O. se refusa à tirer les implications révolutionnaires de la grève générale d'août 53. C'est ce qui sauva Laniel et le régime capitaliste.

Un aspect intéressant du Congrès fut la forte participation des syndiqués coloniaux. Ils réussirent à imposer contre Bothereau un certain nombre de leurs revendications.

A signaler également l'intervention de Manchon, secrétaire de l'U.D. F.O. de Constantine, qui protesta contre la dissolution du M.T.L.D.

La minorité, et c'est un facteur positif, quoique séparée en divers tronçons, a réussi au cours de ce congrès à se rassembler sur la plupart des questions importantes: unité d'action ; contre la politique de productivité, etc. Ses orateurs, avec Dercourt, Boireau, Gibelin, Hébert, Peyre, Laval, Patoux, etc... ont réaffirmé les positions du syndicalisme de lutte de classes contre l'orientation de collaboration de classes du Bureau confédéral.

Réunion unitaire à Nantes

UNE importante réunion, groupant une soixantaine de militants syndicaux de toutes tendances, s'est tenue à Nantes le 3 décembre.

Le sens de cette manifestation unitaire, sur laquelle nous reviendrons, était défini de la façon suivante dans le tract du Comité Nantais pour les Assises Nationales d'Unité d'Action, qui la convoquait :

Travailleurs Nantais : Vous êtes pour l'Unité d'Action. Vous savez que c'est le seul moyen efficace d'arracher une amélioration de vos conditions d'existence, et notamment :

— l'application des 25.166 frs nets pour 40 heures par semaine,

— la lutte contre le chômage grandissant.

Les grèves d'août 53 ont démontré votre volonté de mener ensemble la lutte pour vos revendications, jusqu'à la victoire.

Les mouvements qui ont suivi (29 janvier et 28 avril 54) n'ont pas abouti par suite du manque d'unité entre les organisations syndicales.

Cette unité d'action doit se réaliser de la base au sommet !

C'est pourquoi le Comité Nantais pour les Assises Nationales pour l'Unité d'Action organise une réunion publique, café de la Bonde (près Pont St-Michel), vendredi 3 décembre à 19 heures.

Les Union Locales et Départementales CGT, CGT-FO et CFTC ont été invitées à venir y expliquer fraternellement leur point de vue sur l'Unité d'Action et le camarade Pierre Lambert, délégué national du Comité viendra exposer les buts du Comité qui se propose, non de se substituer aux différentes centrales, mais de promouvoir des Comités d'Unité d'Action paritaires, à tous les échelons syndicaux.

Travailleurs de toutes appartenances : Vos camarades parisiens ont fait un succès du meeting unitaire du 25 mai dernier, auquel participaient Hébert (FO Nantes), Frischmann (membre du Bureau Confédéral CGT) et Portes (Fédération Autonome PTT).

Vous aussi, vous montrerez la nécessité d'une fraternelle discusion, seul gage d'une Unité d'Action durable et efficace.

Tous, vendredi soir, Café de la Bonde !

Pour le Comité : LAGRAULET (CGT), BARBE (FO), MARY (CGT), CARDINAL (FEN), COIGNAUD (FO), G. NOUVEL (CGT), MAILLARD (FO), HIVERT (CGT), GRELAUD (CGT), RYO (FO), H. NOUVEL (FEN), FASA (FO), TREHARD (FO), CAILLAUD (CGT).

METAUX C.G.T. Un Congrès pour rien

LE XIVe congrès de la Fédération CGT des Métaux s'est terminé.

C'est à peine pourtant si les métallos en ont su quelque chose. Que d'événements, cependant, depuis 2 ans, qui auraient mérité que l'on dresse devant les travailleurs le bilan de l'activité syndicale !

Les grandes grèves d'août 1953, la fin de la guerre d'Indochine et l'hallali de l'empire français en Afrique du Nord sonné par la révolte ouverte du peuple algérien, voilà de quoi tirer des leçons, définir une ligne de combat.

Les travailleurs aspirent à nouveau à se battre « plus nombreux, plus forts qu'en août 53 ». Le mythe Mendès-France s'évanouit. La bourgeoisie mesure le peu d'efficacité des illusions pseudo-libérales et se prépare des réveils qui déchantent...

Les limites et les possibilités de ce congrès sont données par un simple fait : août 53 est traité en beaucoup moins de place, avec moins d'importance que les grèves du 29 janvier ou du 28 avril.

La plus grande grève du mouvement ouvrier français est donc mise en parallèle avec une journée d'action où bien souvent n'eurent lieu que des débrayages de quelques heures ou des signatures de pétitions !

D'août 53, ainsi que de la préparation du 28 avril, on tire la leçon essentielle suivante : **elle développa dans les masses l'idée de la grève générale.**

Tout militant ouvrier ne devrait-il pas se réjouir de voir la compréhension du prolétariat s'élever ainsi et briser les cadres corporatifs, tout ce cloisonnement imposé par le régime ? Est-ce la grève de quelques mines, ou bien la lutte de tous les travailleurs, qui jettera à bas le plan économique dont le père est Laniel et que Mendès-France ne fit que baptiser — plan qui erige le blocage des salaires à la hauteur d'un dogme ?

Mais non ! La grande trouvaille du Congrès des Métaux CGT, le remède à tous les maux depuis les luttes revendicatives jusqu'au problème des effectifs de la fédération, c'est : **la particularisation des revendications.**

Il faut les particulariser par branches industrielles, puis par sections de branche, puis par usines, puis par catégorie : femmes, jeunes ou mensuels.

Le souci de particulariser allait même si loin que dans le programme revendicatif présenté ne figuraient ni les 25.166, ni les 3 semaines de congés ! Ce furent les protestations d'un délégué qui firent réparer cette omission.

Nous ne sommes pas opposés à des luttes partielles sur des revendications véritablement particulières. Elles peuvent aider l'unité à se forger et, avec des succès possibles, renforcent la confiance des travailleurs en eux-mêmes.

Mais ce qui est préconisé c'est autre chose. C'est la série épuisante de coups de poinçons pour crever un tank, alors que seul un bazooka peut en venir à bout.

Le syndicat Renault fit la proposition d'engager une vaste campagne nationale contre la productivité. Même cette proposition ne fut pas retenue. Elle ne fut pas même soumise à la discussion par la commision des résolutions.

Mais le plus grave n'est pas là. Dans ce congrès, il fut beaucoup parlé de l'unité des syndicats locaux ou régionaux. Mais pas une seule fois la direction fédérale ne fit allusion à des propositions d'unité aux autres fédérations (FO, CFTC, etc.). Absolument aucune proposition d'unité d'action ne leur fut adressée par le congrès.

Et tout se tient. Sur quelle base aurait-elle proposé l'unité sur le plan national... puisqu'il faut particulariser ? Le fin du fin de la particularisation dans ce domaine étant l'appel direct et exclusif aux syndiqués. Mais nul n'osa aller jusque là.

Si les métallos ignorent délibérément ce Congrès, c'est qu'ils sont parfaitement conscients que la Fédération des Métaux, direction supposée de leurs luttes, vient de tenir là un Congrès pour rien !

JEAN RODION.

Programme du gouvernement ouvrier !

(Suite de la page 1.)

lutte contre l'alcoolisme); qui ne diminue les dépenses militaires que dans la mesure où les crédits américains le permettront.

— Rupture des discussions sur les salaires dans la métallurgie par les patrons, et lock-out chez Dunlop, nouvelles offensives patronales rendues possibles par le soutien gouvernemental.

— Vote accéléré sur les accords de Londres et de Paris.

Lourd bilan ! Et nous en passons.

CE QUI S'IMPOSE

Après ces nouvelles mesures de défense des intérêts du grand capital, les grandes organisations ouvrières qui firent confiance à Mendès, vont-elles tirer les conclusions de cette expérience ? Vont-elles s'unir sur un programme de défense des intérêts des travailleurs, dont les grandes lignes peuvent être rapidement définies ?

— Retour au pouvoir d'achat de 38; plan de production élaboré et appliqué sous contrôle ouvrier, financé par la suppression des budgets militaires et de police, l'expropriation des grandes sociétés capitalistes, banques, assurances, trusts, gros propriétaires terriens.

— Politique étrangère basée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; retrait de toutes les troupes d'occupation d'Allemagne, de Sarre, d'Autriche, et des colonies (Indochine, Afrique du Nord, Madagascar, Afrique noire) ; liberté pour ces peuples de se donner le régime de leur choix ; dénonciation des accords impérialistes (Pacte Atlantique, de Bruxelles, de Manille, de Londres et de Paris) et des accords partageant le monde en zones d'influence (Yalta et Potsdam) ; offres de collaboration économique sur un plan d'égalité à tous les pays ; abolition de la diplomatie secrète.

— Dissolution des forces de répression ; armement du peuple.

S'ENGAGENT-ILS DANS CETTE VOIE ?

Non ! Ils lui tournent le dos. Le Parti Socialiste continue à soutenir Mendès-France. Le P.C.F. n'offre pas d'autre perspective aux travailleurs qui cherchent à s'unir dans un même combat que de revendiquer, corporation par corporation, catégorie par catégorie. Aux peuples d'Afrique du Nord qui combattent pour leur indépendance il répond : certes les colons utilisent tous les moyens pour vous écraser, mais nous condamnons... le « terrorisme », et les « intérêts français » doivent être sauvegardés.

C'est cette politique qui a déjà permis Mendès-France après Laniel et qui permet encore à la bourgeoisie française de préparer une nouvelle « expérience » sur le dos des travailleurs, succédant à celle de Mendès-France.

Mais les prémisses de nouvelles grandes batailles de classe se font jour. La classe ouvrière française sent que le moment est favorable. Comment ceux qui firent août 53 ne chercheraient-ils pas à combiner leur lutte avec l'action des peuples d'Afrique du Nord, contre la bourgeoisie française ? La politique des dirigeants des grandes organisations ouvrières freine l'entrée en lutte des travailleurs français. Elle ne l'évitera pas. Les fonctionnaires ont manifesté dans la rue. Cela indique que les travailleurs cherchent des formes d'action plus audacieuses qu'en août 1953. Ils tâtonnent et hésitent encore ; c'est là la conséquence de la politique des dirigeants du P.S. et du P.C.F., de la C.G.T. et de F.O., qui se refusent à dire quels sont les objectifs à atteindre et les moyens de les atteindre. Mais les travailleurs cherchent, et ils trouveront. Car ils savent que l'impérialisme français, qui est incapable de maintenir l'activité économique sans mendier des dollars, qui est assailli de toutes parts par les revendications des masses qu'il opprime et exploite, qui vacilla en août 53, qui a subi à Dien-Bien-Phu la plus terrible défaite jamais infligée à l'impérialisme par un peuple colonisé, PEUT ETRE BATTU.

La tâche de chaque militant révolutionnaire c'est de dégager la route. C'est de lier la lutte des peuples d'Afrique du Nord à la lutte des travailleurs français. C'est d'indiquer comment — au travers d'Assises nationales, et de tout ce qui va dans ce sens, conférences d'industrie, locales, régionales — peuvent s'unir et s'organiser les travailleurs pour la bataille d'ensemble ; comment ils peuvent contraindre les dirigeants des syndicats et partis ouvriers à s'entendre sur un programme de classe. C'est de travailler à organiser les militants d'avant-garde qui cherchent la voie de l'action. C'est de désigner clairement le but : le pouvoir prolétarien !

Les cheminots veulent agir

IL est difficile, à l'heure où nous écrivons, d'évaluer l'importance réelle de la grève des agents de conduite SNCF déclenchée par la seule Fédération Autonome.

La plus forte participation semble être celle des conducteurs « autorail » et « électriciens », qui représentent les catégories de roulants les plus défavorisées.

Cette grève d'avertissement éclate au moment où les cheminots dans leur ensemble sont menacés par les projets gouvernementaux de « contraction » de la SNCF, d'atteinte au régime des retraites... etc., seuls cadeaux d'un gouvernement qui a oublié les cheminots à son « rendez-vous » manqué d'octobre.

Malgré son caractère « catégoriel » et malgré le manque de préparation unitaire ce mouvement représente la première manifestation du mécontentement des cheminots depuis l'avénement du gouvernement Mendès-France. Il a le mérite essentiel de montrer la nécessité de l'action.

Les cheminots ne manqueront pas d'en tirer profit. Les autres fédérations jouent la surprise (alors que la FGAAC annonçait ses intentions il y a deux semaines et proclamait la nécessité d'une action pour l'ensemble des salaires). D'accord, mais qu'ont-elles attendu pour accepter les propositions de réunion commune faites par la CGT, proposition auxquelles la FGAAC a répondu favorablement ?

Les cheminots imposeront l'union et l'action. Déjà au cours de ce mouvement des roulants CGT se joignent aux autonomes. C'est la bonne voie.

CORRESPONDANT.

VIENT DE SORTIR :

L'UNITE SYNDICALE

N° 15-16 de NOVEMBRE-DECEMBRE 1954

- Une interview de G. Tharreau, secrétaire de la Fédération F.O. des Métaux ;
- Des articles, écrits par de militants syndicaux de toutes tendances, sur :
  - — l'unité d'action et la préparation de la grève générale,
  - — le régime des retraites,
  - — les peuples d'outre-mer ;
- Les nouvelles des Congrès syndicaux (Postiers C.G.T., Renault C.G.T., F.E.N., Employés F.O., Confédéral F.O.);
- Les échos des usines et des corporations (bâtiment, mineurs, cheminots, métallos, etc);
- L'activité unitaire.

R. CHERAMY, 29 bis, avenue de l'Entente, SARTROUVILLE (Seine-et-Oise)

Les jeunes du contingent...

(Suite de la page 1.)

nombre de jeunes. Mais pour combien de temps ?

Les dirigeants pourront continuer ce chantage pendant quelques semaines, quelques mois peut-être. Le temps d'une promenade militaire, d'une « opération de police ». Ce serait suffisant si la campagne engagée contre les patriotes algériens n'était que cela. Mais il n'en est rien. Quelque soit l'issue de la lutte, les troupes françaises ne laisseront-elles pas des milliers d'hommes sur les champs de bataille d'AFN ?

Alors, si dans quelques mois, des milliers de jeunes du contingent ont été sacrifiés, si chaque village de France voit s'allonger la liste de ses « enfants morts pour la Patrie », si chaque famille tremble chaque jour de recevoir un petit bleu annonçant la mort d'un fils, d'un frère, d'un neveu, alors ce que le gouvernement avait voulu être la guerre de la nation, deviendra la grande colère de la nation contre les dirigeants qui ont envoyé ses fils au massacre pour le seul profit des colonialistes.

Attendrons-nous cela le cœur serein, sans rien faire, satisfaits d'avoir prévu ce qui se passera ?

Non !

Aujourd'hui nous nous sommes lancés dans la lutte contre la répression pour le triomphe des libertés démocratiques, pour la libération des prisonniers politiques en Algérie.

Aujourd'hui notre devoir c'est de dire aux jeunes du contingent qui risquent à chaque moment d'être employés dans la répression :

Camarade !

Cette guerre n'est pas ta guerre.

Si tu fais 18 mois, c'est à cause de tes dirigeants, de leur politique réactionnaire, de leurs sanglantes aventures coloniales.

Si ton camarade tombe auprès de toi, dis-toi bien qu'il n'est pas mort par la faute des Algériens qui luttent pour leur liberté, mais par la faute des dirigeants bourgeois.

Ton premier devoir et ton intérêt, c'est d'expliquer à ceux qui ne le comprennent pas encore, le sens de la nouvelle sale guerre.

Jeunes du contingent,

Vous ne luttez pas seuls. Partout des ouvriers, des intellectuels, des étudiants luttent ensemble contre la nouvelle sale guerre,

— pour le retrait du contingent de l'Afrique du Nord,

— pour le droit des peuples d'Afrique du Nord à disposer d'eux-mêmes.

C'est la seule voie. Engagez-vous y !

★

Lettre de soldat

Dijon 21 novembre 1954.

« Les rumeurs de la caserne se sont concrétisées. Le 27e B.I. part incessamment pour l'Algérie. Ceux désignés — les 4/5 du bataillon — actuellement en permission rentreront mardi et seront acheminés prochainement sur Marseille.

« Le choix des recrues (584) a porté sur les éléments qui n'étaient pas de première utilité à la garnison. Cependant, le nombre décidé par le Ministère a débordé les possibilités. Aussi, après avoir désigné sans distinction bon nombre de pères de famille, ont-ils requis des employés des deux magasins et des bureaux qui auraient été à l'abri si l'effectif imposé n'avait été si élevé.

« Aux partants, trois jours de permission ont été accordés. L'application de cette décision ministérielle a provoqué dans les rouages de la caserne une pagaie inimaginable. »

S. P. E. L.

Achetez tous vos livres à notre

SERVICE DE LIBRAIRIE

46, rue l'Arbre-Sec, PARIS 1er

Ouvert tous les jours de 14 à 19 heures.

★

— Envois en province,

— Fourniture de tout volume dans les 48 heures,

★

LA REVOLUTION PERMANENTE

(2e fascicule)

de

L.-D. TROTSKY

Le fascicule : 200 frs

Passez vos commandes.

Camarade

Abonne-toi

6 mois : 200 francs.
1 an : 400 francs ;

C.C.P. : Société de Presse, d'Edition et de Librairie, 6032-01 PARIS.

Le gérant : Fontanel.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Société Parisienne d'Impressions 4, Rue Saulnier — PARIS (IXe)